

Attaque policière à Donauwörth - Les procès contre les fugitifs commencent le 7 novembre à Augsburg

Publié le 31/10/2018

25.10.2018 - Appel à l'observation du processus

L'État bavarois poursuit les poursuites contre les fugitifs qui ont été victimes du raid de la police à Donauwörth en mars. Les procès contre les fugitifs gambiens, qui ont fait appel de leurs injustes condamnations, débiteront le 7 novembre 2018 à Augsburg.

Dans l'après-midi du 14 mars, les habitants du camp d'isolement de Donauwörth ont subi un raid brutal de la police à la suite de la présence policière dans le camp la nuit précédente. Environ 200 officiers armé(e)s, dont la police anti-émeute, sont entrés dans le camp avec des chiens. 32 Les réfugiés gambiens ont été emprisonnés avec une brutalité massive. Deux d'entre eux ont été libérés le même jour, tandis que les 30 autres ont été en détention provisoire pendant environ deux mois. La police les a stigmatisés comme "émeutiers" et "meneurs" et les a accusés d'avoir arrêté la déportation d'une personne dans le camp la veille du raid. Ils ont été identifiés par des listes douteuses établies avec l'aide du personnel de sécurité de Malteser International.

La communauté gambienne de Donauwörth a rejeté l'accusation d'avoir entravé l'exécution de la déportation nocturne comme manifestement infondée. Il a été confirmé qu'il n'y avait pas de résistance contre la police. La police est arrivée au camp pour arrêter un Gambien en vue de son expulsion, mais il n'était pas dans sa chambre ni ailleurs dans le camp cette nuit-là. Les résidents de différentes nationalités ont simplement remis en question le comportement de la police, qui a accidentellement frappé aux portes et les a réveillés à la recherche de la personne. L'alarme incendie a été déclenchée, réveillant les autres résidents et leur demandant de se mettre à l'abri.

Le fait que le raid du lendemain ait été dirigé exclusivement contre Gambien est un acte évident de racisme institutionnel. Il ne fait aucun doute que le raid visait à affaiblir l'organisation communautaire des réfugiés gambiens à Donauwörth.

Les fugitifs arrêtés ont été détenus pendant deux mois sur la base d'accusations infondées d'intrusion et, dans certains cas, d'agression, d'insulte et de résistance à l'égard des policiers. A la mi-mai, ils ont été libérés de la détention provisoire, chacun d'eux ayant fait l'objet d'une ordonnance de sanction sur la base de ces accusations. Nombre d'entre eux ont été priés d'accepter l'ordonnance pénale avec signature afin d'être libérés sans l'avoir comprise ou sans avoir été informés de leur droit d'interjeter appel. Les moins de 21 ans ont été libérés sans autre peine mais déclarés coupables. L'isolement de deux mois en détention provisoire dans des conditions difficiles a été déclaré une peine suffisante dans son cas. Le BAMF et l'Autorité centrale des étrangers de Souabe se sont joints à ces manipulations en prolongeant de 6 à 12 mois le délai de Dublin pour de nombreuses personnes concernées, en raison de leur emprisonnement. Le

groupe s'est poursuivi avec les déportations de Dublin, conformément à la culture allemande de déportation qui perdure. Certains ont déjà été déportés de prison en Italie pour y vivre dans la rue, beaucoup d'autres peu après leur libération.

Cette coopération sans scrupules entre le système de justice pénale et le système d'asile n'a permis qu'à une poignée de fugitifs criminalisés d'intenter une action en justice contre les ordonnances de la défense devant les tribunaux. Certaines des personnes expulsées avaient un appel en instance contre leur ordonnance de peine sommaire.

Deux réfugiés gambiens contesteront les accusations devant le tribunal de district d'Augsbourg le 7 novembre à 13 heures. Nous appelons les activistes et amis à manifester leur solidarité et à observer cette légitimation par l'Etat des violences policières contre les fugitifs. Fini la criminalisation des fugitifs à des fins politiques en Bavière !

Viens au tribunal : Tribunal d'instance d'Augsburg, Gögginger Str. 101, 86199 Augsburg

Membres de la communauté de réfugiés de Donauwörth et du groupe de travail sur la culture de la déportation

Contact :

Téléphone +49 15214069014 / David Jassey

Courriel : david.donauwoerth@gmail.com

Textes :

[Jassey: Wie Donauwörth ein furchterregender Ort wurde \(ak 640\)](#)

[Korvensyrjä: Hoffnung statt Handschellen \(ak 642\)](#)

Videos:

[Donauwörth court proceedings Mobivideo](#)

[David Jassey's interview on the Donauwörth attac](#)

Dons pour les victimes de l'attaque policière à Donauwörth, y compris les honoraires des avocats :

Bayerischer Flüchtlingsrat
Bank für Sozialwirtschaft
IBAN: DE89 7002 0500 0008 8326 02
BIC: BFSWDE33MUE (München)
Verwendungszweck "Donauwoerth"